

Les Eglises frileuses sur les multinationales responsables

INITIATIVE Alors que leur engagement dans la campagne de 2020 avait dérangé certains milieux économiques, les Eglises ne soutiendront pas officiellement la nouvelle initiative.

PAR ANNE-SYLVIE SPRENGER, PROTESTINFO

«Aucune entreprise ne devrait pouvoir tirer un profit ou des avantages concurrentiels de la violation ou du contournement des droits humains.» C'est avec ces mots sans équivoque que se concluait, en octobre 2020, la prise de position commune des Eglises catholique et réformée de Suisse concernant l'initiative pour des multinationales responsables, jugée alors comme totalement «justifiée». Si la Conférence des évêques suisses (CES) et l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) s'étaient cependant gardées de donner des consignes de vote, invitant chaque citoyen à voter «en son âme et conscience», l'engagement de certains lieux de culte en faveur de l'initiative n'était de loin pas passé inaperçu, entre banderoles accrochées sur les clochers et autres prêches militants. L'initiative avait alors obtenu une petite majorité de oui au sein de la population, mais essuyé le rejet d'une majorité de cantons. Cinq ans plus tard, alors qu'une nouvelle initiative est relancée, une attitude beaucoup plus réservée se profile tant du côté réformé que catholique. Si «l'EERS soutient les objectifs fondamentaux de l'initiative, à savoir les droits humains et la sauvegarde de la création, elle renoncera (...) à un soutien officiel sous forme de recommandation afin de préserver l'unité de la communauté réformée», formule Rita Famos, sa présidente. Du côté de la CES, son secrétaire général Davide Pesenti indique que «la CES ne s'est pas encore exprimée à ce propos», mais rappelle que fin 2020, «après réflexion approfondie et pondération des arguments, l'adhésion à l'initiative était déjà devenue plus complexe» et qu'il avait été jugé «nécessaire de laisser le terrain aux œuvres qui le connaissent vraiment et l'évaluent régulièrement, comme Caritas et Action de Carême».



Lors de la campagne de 2020 pour la première initiative sur les multinationales responsables, le soutien clair affiché par les Eglises – comme ici sur l'église réformée Saint-Paul de Berne – avait fait grincer des dents. KEYSTONE/PETER SCHNEIDER/A

Comment comprendre ce changement de positionnement? «L'expérience de 2020 a montré à quel point ce sujet peut être polarisant», explique Rita Famos. «Certains réformés ont perçu l'engagement de l'Eglise comme une injonction à soutenir l'initiative pour être 'un bon chrétien'. Cette interprétation était erronée», tient aujourd'hui à souligner la présidente de l'Eglise protestante.

Les Eglises auraient-elles cédé face à ces pressions économiques?

En novembre 2020, une lettre ouverte adressée à Felix Gmür, alors président de la CES, l'avait lui aussi poussé à préciser les choses publiquement: «Nous n'avons accusé personne d'avoir une vision du monde plus contraire à l'éthique ni même affirmé que certains croyants étaient de moins bons chrétiens», écrit-il.

L'impôt ecclésiastique visé

Les critiques face à l'engagement des Eglises en faveur de l'initiative n'étaient cependant pas restées dans le giron ecclésiastique. Alors que les Jeunes libéraux radicaux des cantons de Berne, Argovie, Saint-Gall et Thurgovie ont tenté de faire taire séance tenante les actions des Eglises par voie de recours de droit public – en vain –, toute une partie du monde économique et politique s'est ouvertement indignée de leur prise de position. «Les Eglises n'ont pas à se mêler de l'actualité politique!», leur avait même reproché la conseillère fédérale Karin Keller-Suter dans les colonnes du «Matin dimanche». En réaction également, une motion a été déposée au Grand Conseil bernois afin que l'impôt ecclésiastique devienne facultatif pour les entreprises. Transformée en

postulat, cette demande continue de menacer l'avenir financier des Eglises du canton.

Les Eglises auraient-elles cédé face à ces pressions économiques? La présidente des réformés suisses s'en défend, tout en affirmant «soutenir une économie forte qui contribue également au bien-être social». Si Rita Famos précise que «les Eglises cantonales et les paroisses sont libres de s'engager à leur niveau», elle «détecte d'utiliser la chaire comme tribune politique, de collecter des signatures lors des cultes ou d'afficher des slogans sur des bâtiments publics».

Œuvres au front

En attendant une possible déclaration officielle de la CES, les œuvres d'entraide catholiques Caritas et Action de Carême travaillent déjà activement au sein du comité d'initiative. «Nous nous engageons, car dans de nombreux pays où nous intervenons, les populations subissent directement les conséquences des pratiques irresponsables des multinationales», ont-elles communiqué. Même son de cloche du côté de l'Entraide protestante suisse (Eper), représentée par sa directrice Franciska Frischkopf au sein du comité d'initiative. «Ces dernières années, l'Eper a publié des rapports qui montrent des violations des droits humains et la destruction de l'environnement par des entreprises basées en Suisse, comme Glencore, ou Socfin», rapporte-t-elle. «Notre engagement est de facto évident.» N'y aurait-il dès lors pas interférence sur la ligne entre les Eglises et leurs œuvres? «Conformément à ses statuts, le Conseil de fondation de l'Eper a consulté le Conseil de l'EERS pour sa prise de position», renseigne Franciska Frischkopf. Et Davide Pesenti de rappeler que «les œuvres Caritas et Action de Carême demeurent indépendantes, même si elles parlent au nom de l'Eglise catholique».

La Suisse bientôt en manque de puces

TECHNOLOGIE Le conseiller fédéral Guy Parmelin critique la limite d'accès aux puces informatiques décidée par les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont exclu la Suisse des pays alliés qui peuvent avoir un accès illimité aux puces informatiques d'intelligence artificielle. Une décision critiquée par le ministre de l'économie Guy Parmelin. En Suisse, ces puces sont largement utilisées dans la recherche académique.

La Suisse a été classée dans le deuxième groupe, elle continuera donc à recevoir des puces, mais en quantité limitée, explique le Vaudois dans une interview à la «NZZ am Sonntag». La classification décidée par l'administration Trump

«est difficile à comprendre», a-t-il souligné. Guy Parmelin parle d'un «autogoal» pour Washington. Dans les écoles polytechniques fédérales, on produit avec ces puces des innovations qui sont aussi importantes pour les Américains, explique-t-il. Des discussions sur ce sujet ont déjà commencé avec les Etats-Unis pour que la Confédération bénéficie d'un accès illimité.

Pas d'explications

Washington ne considère que 18 pays comme des alliés dignes de confiance, selon la



«Veut-on freiner le développement en Suisse?»

GUY PARMELIN
CHEF DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE, DE LA FORMATION
ET DE LA RECHERCHE

RTS. C'est le cas notamment de la France, de l'Allemagne et du Japon. Ces puces sont produites uniquement par des entreprises américaines. Aucune explication individuelle n'a été donnée pour justifier l'exclu-

sion de la Confédération ou d'autres pays. «Nous devons d'abord comprendre les raisons» de cette décision, souligne le chef du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR). «Y a-t-il des préoccupations liées à la sécurité? Veut-on freiner le développement en Suisse?», s'interroge-t-il.

Selon la RTS, l'objectif principal de cette réglementation semble être de bloquer l'accès à cette technologie de pointe aux pays rivaux, en particulier la Chine. Les Etats-Unis cherchent non seulement à freiner les exportations, mais aussi à empêcher les entreprises chinoises de contourner les restrictions en utilisant des filiales à l'étranger. **ATS**

EN
BREF

CONSEIL FÉDÉRAL

Le chef des paysans veut le fauteuil de Viola Amherd

Le conseiller national Markus Ritter (Centre/SG) mène une campagne professionnelle pour sa candidature à la succession de Viola Amherd au Conseil fédéral, constate la «NZZ am Sonntag». Le président de l'Union suisse des paysans (USP) a prévu deux grands entretiens télévisés cette semaine et a engagé une agence de relations publiques renommée. L'USP a déjà posé les jalons de la succession de M. Ritter en déclarant que le conseiller national Martin Hübscher (UDC/ZH) faisait partie des favoris. **ATS**

FINANCES FÉDÉRALES

Comptes meilleurs que prévu

Les comptes de la Confédération 2024, annoncés avec un déficit de 2,6 milliards de francs, devraient être meilleurs que prévu, a annoncé la ministre des Finances Karin Keller-Sutter dans «Le Matin Dimanche». «La contribution unique de près d'un milliard que le Parlement souhaite pour les CFF sera payée en 2025 au lieu de l'année passée», explique-t-elle. Pour les années suivantes, la situation ne va pas s'améliorer, avertit la PLR saint-galloise. En 2026, il y a déjà «une charge supplémentaire d'environ 2 milliards». **ATS**